

M. Stevens: C'est un des loyaux députés de l'arrière-ban qui serait prêt à appuyer le gouvernement contre vent et marée. Si le gouvernement allait en enfer, il s'empresserait de le suivre.

Une voix: Ne marchez pas sur mes plates-bandes!

M. Stevens: Je peux garantir à ce député que lorsqu'il ira en enfer, si c'est là qu'il veut aller, il y retrouvera tellement d'amis qu'il passera le plus clair de son temps à les saluer.

Une voix: Ce sont tous des libéraux.

M. Stevens: La plupart des députés sont disposés à admettre que la dévaluation de sa devise donne à un pays un avantage artificiel sur les autres pays sur le plan de la concurrence, pour une durée temporaire du moins . . .

Une voix: Pas artificiel.

M. Stevens: . . . en ce sens qu'elle fait baisser les prix par rapport à la monnaie étrangère. Par conséquent, je le répète, une dévaluation rend un pays plus compétitif, temporairement du moins. Un pays qui décide de dévaluer sa devise et qui, du même coup, n'accroît pas sa productivité ni ne contrôle son inflation verra bientôt s'envoler les avantages que lui avaient temporairement procurés la chute de sa devise et devra dévaluer davantage celle-ci s'il veut maintenir le volume de ses exportations. Cela est bien illustré par la malheureuse situation dans laquelle s'est trouvé le Royaume-Uni lorsqu'il a dévalué sa devise à deux ou trois reprises pour ne récolter que des résultats désastreux.

Revenons à la situation dans laquelle notre pays est placé en raison de la chute de son dollar. Le gouvernement est parfois victime de sa propre politique, car il la fonde sur des déclarations émanant des États-Unis. Il s'en remet presque religieusement aux prévisions du genre de celles que formulent les maisons de courtage américaines. Ce qui s'est produit, c'est que quelque Américain a dit que son pays serait sage de dévaluer son dollar, ou de provoquer la hausse de la valeur d'autres devises par rapport à celle du dollar américain. Notre gouvernement s'est tout de suite dit que si cela était bon pour les Américains, ce devait l'être pour le Canada, et qu'il fallait par conséquent accélérer la chute de notre dollar.

Lorsqu'ils ont opté pour cette ligne de conduite, ils ont entièrement négligé le fait que les conséquences de la chute du dollar américain sur le taux d'inflation aux États-Unis sont trois fois moindres qu'elles ne le seraient au Canada. Je vais m'expliquer. Par rapport au dollar américain, notre devise est tombée de 16c. depuis le début de sa chute. En ce qui concerne nos importations, les collaborateurs du ministre des Finances lui-même ont expliqué au comité que la chute du dollar se traduira par une hausse supplémentaire de 4.5 p. 100 du taux d'inflation au Canada. C'est donc 4.5 p. 100 d'inflation de plus que ce que nous étions déjà destinés à subir.

Toutefois, si les États-Unis laissaient leur monnaie se dévaluer elle aussi de 16c. par rapport à d'autres devises, leur taux d'inflation ne grimperait que de 1.5 p. 100. D'abord, j'affirme que le gouvernement a entièrement eu tort de nous pousser aveuglément à accepter la chute du dollar sans réaliser les

Budget—M. Stevens

conséquences que cela aurait sur l'inflation au Canada comparativement aux États-Unis.

C'est aussi simple que cela. Le Canada tire environ 25 p. 100 de la totalité de son produit national brut du commerce. Les Américains, eux, 7 p. 100. Voilà pourquoi la chute de leur monnaie les touche environ trois fois moins que la chute de la nôtre ne nous touche.

Permettez-moi d'aborder le deuxième facteur, presque plus important, que le gouvernement a oublié en décidant d'accepter cette baisse. Ils oublient qu'au Canada, contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, la baisse de notre dollar entraîne des hausses de prix sur diverses denrées produites et consommées ici, parce que leur prix est fixé en fonction des prix américains. Par exemple, notre bois de construction, notre zinc, nos richesses énergétiques, notre bœuf et même notre poisson sont touchés par la baisse du dollar. Car le prix du poisson est lui aussi déterminé par les prix en dollars américains.

● (1522)

Il en résulte pour le Canada des effets dramatiques qui ne sont pas directement imputables à la hausse du prix des produits importés, mais au fait que les prix de nombreux produits sont fixés en fonction des prix en dollars américains. On calcule que la chute du dollar va augmenter de 3 p. 100 le taux d'inflation au Canada. En laissant la situation se gâter, le gouvernement a déclenché une forte baisse du dollar qui va accroître de 7½ p. 100 le taux de l'inflation que supporte déjà la population canadienne, taux déjà exagérément élevé résultant des politiques du gouvernement.

Durant la période des questions le ministre des Finances et certains autres ministres ont été interrogés à plusieurs reprises au sujet de la hausse désastreuse du coût de la vie publiée aujourd'hui; cette hausse de 1.1 p. 100 en un seul mois, représente un taux de 8.8 p. 100 pour toute l'année. Il a également été dit que la levée des contrôles du programme anti-inflation annoncé en octobre 1975 allait débiter ce vendredi. A cet égard, il est donc tout à fait normal dans ce débat budgétaire de s'interroger encore une fois sur l'évolution de l'inflation, surtout depuis que le gouvernement a les mains libres dans la conduite des affaires.

Dans ma circonscription, comme d'autres députés n'ont pas dû manquer de le faire chacun dans la sienne, nous avons suivi la montée de ce que nous appelons notre paquet de provisions. Nous avons suivi les prix de 15 articles d'épicerie pour constater les effets de l'inflation sur l'électeur moyen et la ménagère de ma circonscription qui se trouve en banlieue de Toronto ou plutôt, comme on dit chez nous, qui compte Toronto comme banlieue.

Il est malheureux que les statistiques dissimulent parfois certains faits. Le chiffre de 1,045,000 chômeurs, n'exprime pas la situation tragique de ceux qui n'ont pas de travail et qui en cherchent. Lorsqu'on parle d'une inflation de 8.8 p. 100 ou qu'on cite n'importe quel autre chiffre, on ne dit pas, je pense, ce que cela représente pour les gens qui doivent faire leur marché.